

n'est pas question pour nous de laisser des populations à la merci, de nouveau, de je ne sais quelle milice ou de je ne sais quel danger de massacre. Donc, les rassurer et que le gouvernement prenne sur ce point ses responsabilités.

*Q - Concrètement, cela veut dire quoi, du point de vue calendrier pour les troupes françaises ?*

R - Le calendrier est maintenu, nous avons une mission des Nations unies, nous ne sommes pas là-bas comme cela, nous sommes sous un mandat des Nations unies qui s'achève le 22 août. En toute hypothèse, à partir du 22 août, nous ne sommes plus mandatés, si je puis dire, pour intervenir. Le Premier ministre a toujours annoncé que notre retrait commencerait à prendre effet à la fin du mois de juillet, et c'est ce que nous préparons. Pour que les choses se passent bien, pour que dans la zone humanitaire sûre où nous avons sauvé des dizaines de milliers de vies humaines, où nous avons mis en sécurité un million et demi de personnes, pour que cela se passe bien, il faut d'une part que le gouvernement rwandais nouveau, je viens de le dire, assure la sécurité, il faut d'autre part que la force des Nations unies puisse peu à peu se déployer. Nous avons reçu, sinon l'assurance, du moins la promesse que d'ici la mi-août, mille à deux mille hommes de cette force des Nations unies viendraient sur le terrain et pour cela aussi nous sommes en contact permanent avec le Conseil de sécurité des Nations unies.

*Q - Est-ce qu'une partie des troupes françaises pourrait rester là-bas ?*

R - Il est possible qu'une partie de notre dispositif, non pas s'intègre à la MINUAR, donc à la force des Nations unies, puisque le FPR lorsqu'il était encore dans l'opposition ou dans la rébellion ne l'a pas souhaité, mais il est possible qu'une partie de notre dispositif assure une sorte de permanence logistique à la frontière du Zaïre.

*Q - Actuellement la mission de l'armée française est essentiellement humanitaire dans cette poche de sécurité ?*

R - Non, pas essentiellement : exclusivement. Nous avons bien dit que nous ne nous mêlerions en aucune manière du problème politique du Rwanda et que nous prendrions des mesures pour qu'aucune activité politique a fortiori militaire ne se déroule dans notre zone. Nous sommes là exclusivement pour protéger les populations. Il faut essayer de sauver des vies humaines, et c'est ce que nous avons fait.

*Q - Deux mille sept cents soldats français ne peuvent répondre à tous les problèmes humanitaires qui se posent aujourd'hui dans cette partie du Rwanda. Est-ce que vous avez le sentiment que les organisations humanitaires ont trop tardé ?*

R - Elle ont commencé à répondre à notre appel, je les ai réunies il y a une semaine, ici même à Paris, pour les sensibiliser à la situation. Le Premier ministre lui-même est allé, vous le savez, à New York, pour lancer un appel aux agences humanitaires des Nations unies, le Haut commissariat aux réfugiés, le programme alimentaire mondial, et nous voyons ce début de mobilisation s'instaurer aujourd'hui. Mais les problèmes sont immenses, non seulement dans notre zone - je l'ai dit,

il y a environ un million et demi de personnes pour la plupart déplacées ou réfugiées -, mais également à la périphérie du Rwanda, au Zaïre, en Tanzanie, au Burundi, où il est très difficile d'obtenir des sources sûres. Nous avons à nous occuper de plusieurs millions de personnes et cela n'est évidemment pas à la portée de la France seule. Il faut que les Nations unies s'y impliquent, et ceci a été décidé lundi à Bruxelles où on a dégagé des crédits importants pour aider à l'acheminement de l'aide humanitaire. Il faut enfin que les ONG soient en mesure d'intervenir. Vous le voyez, c'est une mobilisation de tous les acteurs internationaux, parce que c'est le désastre humanitaire le plus gigantesque que l'on ait connu depuis des décennies, des millions de personnes, on a jamais vu ça nulle part ailleurs.

*Q - L'opinion qui voit quotidiennement ces images terrifiantes se demande parfois ce qu'elle peut faire. Que peut faire l'opinion ?*

R - Je sais que l'opinion publique française est extrêmement sensibilisée parce qu'elle a un élan de générosité et de solidarité qui s'exprime, en toutes circonstances et particulièrement dans cette circonstance exceptionnelle, je veux insister là-dessus. Ce que l'on peut faire, c'est aider les organisations humanitaires, non gouvernementales, qui sont au travail. Je ne vais pas évidemment en donner la liste, ce serait signaler certaines plutôt que d'autres. J'aurai malgré tout une mention particulière pour la Croix-Rouge internationale qui est sans doute une des plus actives, depuis le plus longtemps au Rwanda même. Donc, tout effort de solidarité et de générosité vis-à-vis de ces organisations qui apportent de la nourriture, des médicaments, des vaccins, des procédés pour traiter l'eau dans les camps de réfugiés - les risques d'épidémies sont aujourd'hui considérables - tout geste de solidarité vis-à-vis de ces organisations permettra de soulager une partie de l'immense souffrance de ces populations.

PARIS, 21 JUILLET 1994

### **Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à RTL**

#### **Présidence de la Commission de l'Union européenne - Parlement européen**

*Q - Alain Juppé bonjour ; on peut dire que l'alerte a été chaude et que le Parlement européen a voulu rappeler ainsi que désormais, il faudrait peut-être ajouter un 13<sup>e</sup> à table ?*

R - Une majorité est une majorité. Je me réjouis, en ce qui me concerne, que la candidature de Monsieur Santer soit maintenant définitivement acquise, pour 2 ou 3 raisons toutes simples : d'abord parce que c'est un Européen convaincu et que ça vaut mieux dans cette fonction, ensuite parce que c'est un homme d'expérience. Il a exercé depuis longtemps des responsabilités importantes et puis enfin personne ne le dit, mais ça n'est pas indifférent pour nous, c'est un ami de la France et je crois que ça compte aussi.

Q - Mais le Parlement européen a rappelé quand même qu'il existait.

R - Mais personne n'en doutait.

### Désastre humanitaire au Rwanda

Q - Au Rwanda, les Français font tout ce qu'ils peuvent mais la tâche est ou paraît insurmontable ?

R - Elle n'est évidemment pas à la mesure de la France seule. Il y a maintenant plusieurs semaines que la France avertit de l'ampleur du désastre humanitaire qui est en train de se préparer. Le Premier ministre, Monsieur Balladur et moi-même, sommes mêmes allés à New York devant le Conseil de sécurité des Nations unies, il y a à peine 10 jours, pour le dire, publiquement devant la communauté internationale. Alors il faut réagir parce que, hélas, c'est ce qui est en train de se produire, non seulement au Rwanda, mais comme vous venez de le dire, au Zaïre et peut-être dans d'autres camps de réfugiés.

Q - Votre Secrétaire général au Quai d'Orsay, accompagné de militaires de haut rang, s'est rendu à Kigali justement pour rencontrer ceux dont vous avez, il y a deux jours, reconnu la victoire, le Front Patriotique Rwandais. Qu'attendez-vous de cette rencontre ?

R - Je crois que pour essayer d'endiguer le flux des réfugiés et de limiter l'ampleur du désastre que nous venons d'évoquer, il y a deux choses à faire :

- d'abord la mobilisation des organisations humanitaires. La France est présente, déjà. Nous allons d'ailleurs envoyer très prochainement médecins et médicaments pour essayer de remédier aux épidémies qui sont en train de se déclencher. Il faut que les agences des Nations unies, il faut que les organisations non gouvernementales, il faut que les grandes puissances, qui ont de l'argent, qui ont des moyens, viennent aussi nous aider, parce que ça ne s'est jamais vu ailleurs depuis des décennies dans le monde, un tel désastre.

Et puis la deuxième chose qu'on peut faire - et j'en viens plus directement à votre question - c'est voir avec ce nouveau gouvernement, qui dit qu'il a gagné la guerre, comment les réfugiés vont pouvoir rentrer chez eux. C'est la seule véritable solution à terme. Si on laisse des millions de gens hors de leurs villages, hors de leurs maisons, sur les routes, on n'arrivera pas à trouver la solution et voilà pourquoi nous avons envoyé cette mission, pour voir comment le nouveau gouvernement de Kigali peut rassurer les populations et les faire rentrer chez elles.

Q - Justement le Premier ministre, de Kigali, dit : nous ne sommes pas de ceux qui remplissent un stade pour tirer sur ceux qui s'y trouvent.

R - Oui mais ce n'est pas là le problème. Le problème du nouveau gouvernement, c'est de rassurer les réfugiés pour qu'ils rentrent chez eux et moi je lance un appel à ce gouvernement ; êtes-vous capable, aujourd'hui, oui ou non, de rassurer les populations qui sont parties ? Êtes-vous capable de leur assurer, dans votre Etat, dans votre pays, le Rwanda, dont vous assurez le gouvernement, êtes-vous capable de leur garantir la sécurité ? C'est ça la vraie question.

Q - Car on croit savoir que le FPR ne permettrait pas, à n'importe qui de regagner le territoire ?

R - J'entends, comme vous, un certain nombre d'informations, que je n'ai pas vérifiées pour l'instant, qui sont alarmantes de ce point de vue là. Si l'on n'est pas capable de renouer avec un processus de réconciliation nationale, de pratiquer le pardon, sauf pour les responsables bien entendu des génocides, qui doivent être identifiés et jugés, mais si les malheureux qui sont sur les routes ne sont pas appelés à rentrer chez eux, alors le désastre sera incontrôlable.

Q - Enfin Alain Juppé, qu'avez-vous à répondre à la remarque cinglante de Roland Dumas ce matin sur RTL, avec Michèle Cotta, sur l'intervention française au Rwanda, a-t-il dit, en dépit du bon sens ?

R - Je ne voudrais pas être cinglant à mon tour, mais je serais quand même tenté de dire à Monsieur Dumas de reprendre un peu ses dossiers, de se remettre un peu au courant des affaires, il semble que depuis un an il ait perdu le contact. Il a dit en particulier une énormité, en reprochant à la France d'avoir retiré au mois d'avril dernier, ses casques bleus du Rwanda. Nous n'avons jamais eu de casques bleus au Rwanda et surtout pas au mois d'avril. Vous voyez que Monsieur Dumas a perdu un peu le contact de son ancien métier.

### Ex-Yougoslavie - Bosnie - Croatie - refus serbe du plan de paix de Genève

Q - Troisième sujet de politique étrangère, la Bosnie, toujours et encore, avec la non-réponse des Serbes bosniaques sur les propositions de répartition du territoire, mises au point à Genève. Monsieur le Ministre, je vous sens très inquiet. Il ne reste plus que 10 jours aux Serbes pour changer d'avis et accepter ce plan de partition, compte tenu de leur comportement antérieur, pas beaucoup d'illusions à se faire, alors quelles peuvent être les conséquences ?

R - C'est vrai que je suis inquiet car la situation en Bosnie, à Sarajevo, mais aussi en Croatie voisine, est extrêmement tendue et que la guerre peut reprendre à tout moment.

La réponse des Serbes de Bosnie n'est pas acceptable. Je suis allé moi-même sur place à Pale, puis ensuite à Belgrade, expliquer avec mon collègue britannique, que nous attendions une réponse claire, pas un oui mais, pas un oui si, un oui tout court, à la proposition que les grandes puissances avaient faite et qui était une bonne proposition.

Il faut donc que les Serbes sachent, dans les quelques jours qui nous séparent de la réunion ministérielle, que nous serons tout à fait déterminés sur ce point et que s'ils n'acceptent pas ce plan, nous prendrons les mesures qui sont prévues, à savoir le renforcement des sanctions, une stricte application des mesures prévues dans les zones d'exclusion, avec le cas échéant, l'utilisation de la force aérienne pour faire respecter ces dispositions et au bout du chemin, s'ils persévèrent dans un comportement suicidaire, une solution, que pour ma part j'ai toujours qualifiée de solution de désespoir et qu'il faudra bien envisager le cas échéant, c'est-à-dire la levée de l'embargo sur la fourniture des armes, avec

les conséquences que cela comporterait sur nos propres troupes qu'il faudrait évidemment retirer du terrain.

Je voudrais ajouter que je ne comprends pas la toute dernière réaction du Président Izetbegovic, et je l'appelle à garder sang-froid et raison. Il a dit oui ; ça n'était pas un oui sous condition de l'acceptation de l'autre partie, c'était un oui et pour que les sanctions de la communauté internationale soient appliquées, il faut que l'une des deux parties dise oui et que l'autre dise non.

PARIS, 21 JUILLET 1994

### **Interview du ministre des Affaires étrangères, M. Alain Juppé à France 3**

#### **Situation humanitaire au Rwanda**

*Q - Monsieur le Ministre, comment enrayer aujourd'hui ce flux, cette marée de réfugiés que l'on voit sur les images qui nous parviennent du Rwanda ?*

R - Permettez-moi d'abord de rappeler que depuis plusieurs semaines la France avertit de ce qui va se passer. M. Balladur et moi-même sommes même allés au Conseil de sécurité des Nations unies pour dire que la plus grande catastrophe humanitaire des dernières décennies était en train de se préparer. Hélas, on y est. Que faire ? Tout d'abord, augmenter l'aide ; la France fait ce qu'elle peut, avec ses avions, avec les organisations humanitaires, avec les médecins, les médicaments que nous allons envoyer.

*Q - Qu'allez-vous faire maintenant concrètement que la situation est devenue tragique ?*

R - Nous installons une cellule humanitaire à Bujumbura, au Burundi avec l'autorisation des autorités burundaises, de façon à augmenter le pont aérien ; nous envoyons, je viens de le dire, des médecins, des vaccins, des équipes sur le terrain, et nous essayons de mobiliser les autres. La France ne peut pas faire cela toute seule, il y a des millions de réfugiés.

*Q - Vous lancez un appel ?*

R - Bien sûr : un appel aux Nations unies, le Haut commissariat aux Réfugiés est en train de se mobiliser. Un appel également à l'Europe : nous avons obtenu avant-hier que des crédits importants soient dégagés à cet effet. Et un appel aux grandes puissances : il y a des grandes puissances qui ont des moyens, qui ont de l'argent, il faut qu'elles viennent.

*Q - Nous sommes seuls pour l'instant ?*

R - Pas tout à fait seuls pour l'instant, il y a déjà des organisations humanitaires qui travaillent sur le terrain, au Burundi aussi, les Nations unies se mobilisent. Et puis il y a une deuxième chose qu'il faut faire, sur laquelle il faut insister, parce que on ne peut pas indéfiniment "faire du pont aérien" pour s'occuper de millions de réfugiés ; il faut que ces réfugiés puissent rentrer dans leur village et dans leur maison.

*Q - C'est une solution politique que vous préconisez, c'est cela la solution ?*

R - Bien entendu, la seule vraie solution à terme est politique. Il y a maintenant un nouveau gouvernement à Kigali, il faut que ce nouveau gouvernement puisse rassurer ses citoyens, ses ressortissants, les Rwandais, tous les Rwandais pour qu'ils puissent rentrer chez eux. C'est ce que la mission, que j'ai envoyée hier soir avec l'accord du Premier ministre, sur place, à Kigali, est allée demander aux autorités rwandaises.

*Q - Le FPR, le nouveau gouvernement ne veut pas faire rentrer tous les réfugiés, c'est-à-dire bien entendu les Hutus. Donc, la population réfugiée ne va pas être rassurée de sitôt, qu'en pensez-vous ?*

R - On ne peut pas imaginer cela. Qu'est-ce que le Rwanda ? C'était avant ces événements, 6,5 millions d'habitants. On peut estimer que cinq à six cent mille ont péri, peut-être plus. Plusieurs centaines de milliers, un million et demi à deux millions sont partis ; parmi cette population, il y avait 80 à 85 % de Hutus ; c'est leur pays, il faut qu'ils puissent rentrer chez eux, que les responsables du génocide soient châtiés. Il le faut, la France l'a demandé parmi les premiers. Que l'immense majorité de cette population, qui a été terrorisée ne puisse pas rentrer chez elle, ce serait inconcevable.

*Q - Ne trouvez-vous pas que l'opinion est assez apathique à l'égard du Rwanda, et malgré ces images épouvantables ?*

R - Non, je ne la trouve pas apathique. Nous avons beaucoup de témoignages de Français qui voient ces images et qui nous disent : comment peut-on faire ? Nous les avons orientés vers les organisations humanitaires, je pense en particulier au Comité international de la Croix-Rouge qui a fait un travail formidable depuis plusieurs semaines dans toutes les parties du Rwanda.

*Q - Il reste que l'opération Turquoise n'a pas pu éviter cette catastrophe ?*

R - Mais ce n'était pas son objectif. Comment voulez-vous que la France, seule, puisse éviter l'exode de trois millions de réfugiés ? Ce que nous nous étions proposé de faire, c'est-à-dire sécuriser une partie du Rwanda, nous l'avons fait : là où nous sommes, il n'y a pas eu de massacres depuis que nous y sommes, et le pont humanitaire fonctionne. Alors que les autres fassent pareil ! La France a sauvé l'honneur, il faut que la communauté internationale sauve le sien aussi.

#### **Relève de l'opération Turquoise - MINUAR**

*Q - La situation étant ce qu'elle est, la France va quand même se retirer avant le 22 août ou est-ce qu'au contraire, ne faudrait-il pas que les Français restent sur place ?*

R - Nous sommes en train de voir avec les autorités de Kigali comment la relève peut être organisée, également avec les Nations unies. Le Secrétariat général des Nations unies nous assure que d'ici la mi-août, 2 000 hommes, des casques bleus cette fois-ci de la MINUAR, de la force des Nations unies pourraient se déployer sur le terrain. Et par ailleurs, nous sommes prêts, au-delà du 31 juillet et du mois d'août à poursuivre notre aide humanitaire. Nous nous installons à Bujumbura au Burundi ; à partir de cette plate-forme humanitaire, nous continuerons bien sûr à assurer